

La CGT, FO et Solidaires appellent à faire grève le 16 novembre contre les réformes

Paris, 24 oct. 2017 (AFP) -

Les syndicats CGT, FO et Solidaires se sont mis d'accord mardi soir pour une journée d'action le 16 novembre contre la "politique libérale" menée par le gouvernement, après avoir été reçus un peu plus tôt par la ministre du Travail Muriel Pénicaud au sujet des réformes à venir.

Après avoir quitté l'intersyndicale réunie au siège de la CFDT et plus de trois heures de discussions, la CGT, FO, Solidaires ainsi que l'Unef, la Fidl et l'Unel ont appelé mardi à une journée de grève et de manifestation interprofessionnelle le 16 novembre.

"Un constat s'impose, celui d'une politique libérale visant à accroître les inégalités au profit d'une minorité", estiment ces organisations dont FO qui se joint pour la première fois à la CGT.

Chahuté par sa base, le patron de FO, Jean-Claude Mailly, avait finalement concédé l'organisation d'une mobilisation avant le projet de ratification des ordonnances, soit autour du 20 novembre, alors qu'il avait dans un premier temps refusé de descendre dans la rue.

La CFDT, la CFTC, la Fage, et l'Unsa ont pour leur part signé un texte commun de mise en garde du gouvernement.

"Les futures réformes de l'assurance chômage et de la formation professionnelle doivent rééquilibrer les souplesses accordées aux entreprises par les ordonnances par des modalités nouvelles de sécurisation des parcours professionnels", ont-elles écrit.

La CFE-CGC et la FSU n'ont ni signé le texte, ni rejoint les syndicats appelant à la grève.

Lors de la précédente intersyndicale, le 9 octobre, les représentants syndicaux avaient échoué à se mettre d'accord sur une action commune. Même si tous les syndicats expriment des désaccords avec les décisions du gouvernement, ils continuent d'être divisés sur la stratégie et les mots d'ordre.

"L'objectif, c'est pas de faire semblant de se mettre d'accord", a lancé à l'issue de la réunion la numéro deux de la CFDT, Véronique Descacq, et "d'afficher une unité de façade dont on sait qu'elle est fausse".

La CGT a manifesté à trois reprises pour réclamer le retrait des ordonnances, rejointe par Solidaires, mais la dernière mobilisation, la semaine dernière, a nettement marqué le pas.

- Peser sur les réformes -

Les ordonnances étant déjà entrées en vigueur, les syndicats veulent désormais peser sur les futurs projets de réforme de l'apprentissage, la formation professionnelle et l'assurance chômage, un dossier sensible.

Tous ont d'abord été reçus par Emmanuel Macron et Edouard Philippe, selon la méthode éprouvée pour les ordonnances, avec à Matignon la présence aussi du ministre de l'Education Nationale Jean-Michel Blanquer, partie prenante des réformes apprentissage et formation.

Après Laurent Berger, numéro un de la CFDT reçu vendredi dernier -- qui avait estimé que la réforme de l'apprentissage démarrerait sous de "bons auspices" -- Muriel Pénicaud a multiplié les rendez-vous mardi.

"Nous avons donné à la ministre les propositions de la CGT" sur une "formation de qualité" qui "n'est pas réservée à certains", ainsi que sur l'apprentissage, a déclaré le numéro un de la CGT Philippe Martinez à l'issue de son entrevue.

"Nous à la CGT, on râle c'est vrai, mais on propose", a-t-il lâché. La réforme de l'assurance chômage, chantier le plus périlleux, n'a pas été évoquée, a-t-il précisé.

"Je confirme que cela n'est pas encore cadré du côté gouvernemental, à la fois sur la gouvernance, la manière de traiter la question des indépendants ou des démissionnaires", a dit en sortant, Jean-Claude Mailly.

Le Premier ministre présentera mercredi "la méthodologie" et le "programme de travail" des trois nouvelles réformes.

Pour l'instant, les partenaires sociaux ont compris qu'il y aurait une "négociation" interprofessionnelle sur la formation, une "concertation" pour l'apprentissage débutant à la fin du mois et plus tard une "réunion



PAYS :France
SURFACE :105 %
PERIODICITE :Quotidien



► 24 octobre 2017 - Edition Fil Eco

multilatérale" sur l'assurance chômage comme ils le réclamaient.

A propos de la formation professionnelle, M. Mailly a confirmé qu'il y aurait "tout début novembre un document d'orientation nous demandant si on veut négocier".

"On a connu moult réformes dans le domaine de l'apprentissage, de la formation professionnelle continue, ce que nous aimerions c'est que là ce soit la bonne réforme", a commenté le président de la confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), François Asselin.

dec-est/ao/pb

Afp le 24 oct. 17 à 22 32.